

Thierry Hance

Dix voies d'avenir  
pour neuf milliards  
d'humains

Préface d'Olivier De Schutter

***Racine***

Mise en page : MC Compo

Toutes reproductions ou adaptations d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque procédé que ce soit, sont interdites pour tous pays.

© Éditions Racine, 2012  
Tour et Taxis, Entrepôt royal  
86C, avenue du Port, BP 104A • B - 1000 Bruxelles  
[www.racine.be](http://www.racine.be)

D. 2012, 6852. 51  
Dépôt légal : décembre 2012  
ISBN 978-2-87386-794-2

Imprimé en Belgique

## PRÉFACE

Je remercie Thierry Hance de me donner l'occasion de dire à ses lecteurs toute l'importance de son livre, et pourquoi il mérite l'attention du public.

Le premier motif de s'y attarder est évident : ce livre exclut la résignation. Il nous alerte, certes, sur l'épuisement des ressources, sur l'érosion de la biodiversité ou sur les dangers qu'amène l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Il avertit aussi des effets de seuil que ces pressions sur les écosystèmes vont amener : des évolutions progressives, parfois tellement lentes qu'elles sont à peine perceptibles au-delà du cercle des spécialistes, soudain aboutissent à une accélération brutale, à des réactions en chaîne qui sont à la fois violentes dans les chocs qu'elles causent et imprévisibles dans leurs conséquences. Dans sa théorie des marchés financiers, Frank Knight distinguait le « risque » de l'« incertitude ». Le « risque » peut être mesuré par les moyens du calcul des probabilités à la base de la science actuarielle. Mais l'« incertitude », elle, ne se prête pas au calcul et ouvre le champ de l'imprévisibilité radicale. Nous connaissons les risques des évolutions actuelles, nous les calculons même. Mais une fois ces évolutions dépassées, une fois déclenchées les réactions en chaîne qui résulteront de leurs convergences, quoi ? – l'inconnu. Thierry Hance ne nie pas la réalité de ce gouffre qui s'ouvre. Il ne nie pas l'immensité du défi. Mais il refuse la démobilisation que les perspectives catastrophistes trop souvent amènent : il nous invite à agir. Ceci n'est pas le livre d'un optimiste naïf, mais ce n'est pas non plus le livre d'un désespéré. Comment pourrait-on être l'un ou l'autre, d'ailleurs, puisque nous sommes responsables de l'écriture du chapitre à suivre ?

Un deuxième motif de lire Thierry Hance, c'est qu'il propose une démarche à 360° de l'état des écosystèmes sur lesquels notre

civilisation repose. Il n'aborde pas telle ou telle crise de manière isolée : il aborde les crises qui se développent comme des manifestations particulières d'une crise plus générale, seule perspective à partir de laquelle les crises spécifiques peuvent se comprendre dans leur gravité. Les raisons pour lesquelles cette démarche est rare se laissent aisément comprendre. L'érosion de la biodiversité, le changement climatique, l'irrationalité financière ou encore les déséquilibres Nord-Sud relèvent de disciplines scientifiques différentes. Or, les agronomes et les biologistes, les géophysiciens et les économistes, ne parlent pas le même langage. Leurs instruments d'évaluation diffèrent – encore que, signe des temps sans doute, on a parfois l'impression que toutes les crises doivent être soumises à une comptabilisation économique afin de pouvoir entrer dans le débat public, comme l'illustre le rapport de Sir Nicholas Stern sur les impacts économiques du changement climatique. Entre ces différentes disciplines, peu de ponts ; peu de passeurs ; et à chacune, ses experts. Un des mérites de Thierry Hance est précisément de relier ce qui ne l'est pas habituellement, quitte à opérer les traductions nécessaires d'un langage à l'autre.

Ceci amène au troisième motif qui m'incite à recommander cet ouvrage à l'attention du public. Il propose des solutions – dix « voies », ou pistes, afin de sortir du piège qui se referme sur nous. Or, pour formuler ces « voies », il fallait d'abord accepter de ne pas traiter les différentes crises qu'il aborde une à une, séparément l'une de l'autre. Il fallait les voir comme des symptômes d'un malaise plus vaste – une véritable crise de civilisation. Paradoxalement sans doute, c'est en prenant conscience de l'ampleur du défi – en lisant « la » crise derrière « les » crises que ces solutions peuvent être identifiées. Il est plus facile d'aborder ensemble les différentes crises que de prétendre les traiter séparément. C'est du reste une raison supplémentaire de rejeter l'opposition paresseuse entre optimisme et pessimisme. Ni Pangloss ni l'Apocalypse : si c'est seulement en identifiant cette crise de civilisation qui nous hante que l'on peut comprendre les différentes menaces qui se font aujourd'hui pressantes, alors il faut en déduire que la lucidité quant aux dangers est la condition même qui nous permet d'agir afin d'éviter, avant qu'il soit trop tard, le pire.

Il y a enfin autre chose. Ce livre est un livre politique. Il ne parle pas, ou pas seulement, de recettes techniques. Il place le politique au centre de la réflexion. Non pas seulement la politique au sens trivial

de la conquête et de l'exercice du pouvoir. Mais le politique, entendu comme nos modes d'organisation de la vie en commun, nos modes d'interaction, nos « convivialités », comme disait Illich que l'auteur cite à juste titre. Or cela importe : car l'organisation de nos sociétés – la manière dont nous nous rapportons les uns aux autres et à l'avenir – dépend de nous. Nous avons depuis toujours agi sur la nature : certains voient même dans le rapport instrumental que nous avons avec elle le trait même de notre modernité. Il est temps à présent d'agir sur nous-mêmes – de transformer nos croyances, nos valeurs, nos modes de vivre ensemble. Ce livre est un livre d'espoir, en fin de compte, car il dépend de nous que les prévisions les plus sombres se réalisent – ou bien qu'au contraire, l'on change de cap, vers ce que Morin appelle une nouvelle politique de civilisation.

Eduardo Galeano décrit mieux que nul autre l'apport d'un ouvrage comme celui-ci. Écoutons-le : « L'utopie gît à l'horizon. Lorsque je m'en rapproche de deux pas, elle recule de deux pas. Si je fais dix pas vers elle, elle s'éloigne de nouveau de dix pas. Aussi loin que je puisse avancer, jamais je ne pourrai l'atteindre. À quoi sert alors l'utopie ? À ceci : à nous faire avancer. »

**Olivier De Schutter**

*Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation*

## INTRODUCTION

L'humanité est traversée par une série de crises majeures, mutuellement imbriquées. La crise économique nous inquiète au premier rang. On peut y ajouter pêle-mêle les changements climatiques, l'instabilité politique, les crises identitaires, la dégradation de la biodiversité, la malnutrition, les crises énergétiques, la disponibilité de l'eau potable. Tous ces éléments nous touchent directement ou potentiellement et nous ne savons pas comment y faire face.

Ainsi, la crise économique est bel et bien mondiale et fait la une quotidienne des médias et des discours politiques. Les dégâts sont là : fermetures d'usines, pertes financières colossales, austérité, progression de la pauvreté, régression sociale. Les États réagissent comme ils le peuvent mais ils semblent bien démunis face à l'ampleur du problème. Les politiciens se démènent, les économistes cherchent des solutions, les Indignés défilent. Les discours se veulent rassurants pour relancer un système économique qui aurait simplement subi des ratés. Tout aurait débuté avec la crise des *sub-primes* en 2008. L'Amérique s'est mise à tousser. Le monde a pris froid. On nous fait croire qu'il suffirait de rétablir la confiance dans le système économique, de relancer les investissements, de réamorcer la croissance et que, de toute façon, le capitalisme est la seule voie de sortie. Il est vrai que ce n'est pas la première crise économique majeure. Celle de 1929 est encore dans les souvenirs et d'autres ont suivi. Pourtant, cette fois, un fait nouveau s'est produit dans l'histoire : ce sont les États eux-mêmes qui sont affectés et risquent la faillite au point de perdre leur capacité d'autodétermination.

Et si cette crise n'était qu'un symptôme d'un mal bien plus profond ? Cette toux compulsive du système économique procède-t-elle des mêmes causes que la malnutrition qui frappe 15% de

l'humanité, que les changements climatiques, que la surexploitation des océans et la diminution des stocks de poissons ou que la crise de la biodiversité? Les déséquilibres entre le Nord et le Sud et la croissance démographique qui se poursuit mettent en lumière l'étroitesse de notre planète et ses ressources limitées, mais aussi l'impact que nous avons sur son avenir. Ainsi, un article récent publié dans la très réputée revue *Nature* en juillet 2012 et rédigé par 22 scientifiques de plusieurs nationalités émet l'hypothèse que la dégradation de l'écosystème terre pourrait rapidement atteindre un seuil d'irréversibilité<sup>1</sup>. Au-delà de ce seuil, on assisterait à une transformation radicale des écosystèmes terrestres avec une perte rapide et considérable de biodiversité, qui aurait un impact catastrophique sur la population humaine. Plus que jamais se pose la question de savoir dans quel monde vivront nos enfants et, surtout, quelles sont les alternatives possibles.

Ce livre a deux objectifs. Dans un premier temps, nous allons analyser les raisons qui nous ont amenés à la situation actuelle. Nous mettrons en évidence l'accélération de la croissance démographique, mais surtout l'impact qu'a notre mode de vie sur l'exploitation des ressources de la planète. Nous tâcherons d'identifier comment un modèle de développement économique dominé par la finance et la recherche d'un accroissement permanent du profit se heurte aux limites de notre monde. Dans un second temps, sur base des éléments identifiés, nous nous efforcerons de concevoir des pistes de solutions. Au nombre de dix, elles sont à prendre non pas comme des recettes universelles, mais comme des voies qui peuvent nous amener à un changement radical de conception du développement et de mode de vie pour assurer un avenir digne à l'humanité sur une planète agréable à vivre.

Le propos n'est donc pas d'aligner des problèmes et les solutions qui leurs correspondent. Ainsi, pour faire face aux changements climatiques, il ne suffit pas d'appliquer une liste de mesures simples qui permettraient de revenir à une situation stable. De la même façon, la malnutrition ne sera pas éliminée par un apport accru de l'aide alimentaire mais demandera une approche intégrée qui tienne compte, entre autres, de la disponibilité de l'énergie, de l'impact des changements climatiques sur l'agriculture, de la politique

---

<sup>1</sup> A. D. Barnosky *et al.*, «Approaching a state shift in Earth's Biosphere», *Nature*, n° 486, 2012, p. 52-58.

des prix et des spéculations. Les solutions sont donc globales et, comme les crises, étroitement imbriquées. Ce livre a été délibérément conçu en deux parties distinctes mais complémentaires.

*Première partie*  
UN ÉTAT ALARMANT  
DE LA PLANÈTE

# I

## L'ENJEU DÉMOGRAPHIQUE

### **La croissance de la population**

Le nombre d'habitants occupant la planète terre est certainement le premier élément déterminant l'utilisation des ressources. Nous sommes aujourd'hui plus de 7 milliards, mais il a fallu longtemps pour que l'on atteigne un tel nombre. La croissance de la population humaine a tout d'abord été un phénomène très lent, depuis l'aube de l'humanité jusqu'à l'apparition de l'agriculture au néolithique. Elle s'est accompagnée d'une colonisation progressive du globe, partout où il y avait moyen de vivre.

La culture des premières céréales et la domestication des animaux ont été des innovations extraordinaires grâce auxquelles la production de nourriture a pu excéder sa consommation immédiate. La révolution néolithique est la base même de la croissance de la population humaine. Cette capacité nouvelle à produire ses aliments, liée au développement de techniques de stockage et de conservation, a libéré du temps à consacrer à d'autres activités. Le temps disponible mais aussi le besoin de construire les structures de stockage et de transport de la nourriture ont permis les débuts d'une spécialisation du travail et d'une compartimentation de la société en groupes de métiers. Les uns produisaient les aliments, les transformaient, d'autres construisaient les maisons, d'autres encore développaient le mobilier, les outils, les savoirs, les arts et les religions, d'autres enfin se consacraient à la défense des acquis, des biens, à la gestion de la cité, à l'administration, au pouvoir. Cette structuration a conduit les humains à se rassembler en grands groupes, bien plus nombreux que la tribu de base et permettant d'assurer une plus grande sécurité et donc une vie meilleure à davantage d'enfants.

Les échanges de biens et de savoirs ont été rendus possibles à l'intérieur des communautés et très rapidement entre communautés

régies souvent par des règles différentes. La structuration et la spécialisation des tâches ont aussi produit une inégalité dans la répartition des richesses et du pouvoir. Le commerce et les possibilités qu'il offre d'accroître sa richesse tout en répondant à une demande ont engendré un intérêt nouveau pour se déplacer, rencontrer d'autres gens, d'autres cultures. Les connaissances se sont accumulées. Des personnes se sont consacrées à l'élaboration de nouvelles techniques pour résoudre des problèmes immédiats, telles que la construction d'édifices ou la guérison de maladies. Ensuite, il est devenu possible de formaliser ces connaissances pour les appliquer à d'autres problèmes à résoudre. Les bibliothèques sont apparues probablement en même temps que les lieux où s'enseignaient ces connaissances nouvelles.

Pour tout cela, le nombre est essentiel. Ce n'est qu'en se rassemblant en grand nombre que l'Homo sapiens a pu survivre, créer, imaginer, construire. Cela fait partie de la structure sociale de base de notre espèce. Nous sommes des êtres sociaux, prompts à se rassembler pour coopérer sur des projets communs et de notre goût grégaire est née la capacité de gérer des villes de millions d'habitants.

L'organisation sociale est un élément indispensable à notre survie. Elle dépasse de loin ce que l'on pourrait appeler le cercle familial. Nous sommes, paraît-il, en moyenne, capables de reconnaître et de nommer directement environ 150 personnes de notre entourage, ce qui correspond vraisemblablement à la taille initiale de la tribu. Mais comme une partie de ces relations sont communes à plusieurs individus, un tissu de relations bien plus large peut alors se créer. De plus, l'interaction sociale et la reconnaissance de sa place dans la société sont des besoins de base aussi importants que la nourriture. Les personnes qui ne se sentent pas reconnues entrent en dépression et peuvent arrêter de se nourrir, se mutiler, et parfois mettre fin à leurs jours.

Malgré le développement des techniques et des connaissances, il aura fallu plus de 40 000 ans d'existence à notre espèce pour atteindre, au XVI<sup>e</sup> siècle, 500 millions d'âmes. Sans doute les guerres, les épidémies, les génocides, les famines, et autres catastrophes ont-elles contribué à ralentir cette croissance. Cette augmentation du nombre d'individus s'est accompagnée d'une colonisation de nouvelles terres, parfois moins favorables. En effet, la répartition géographique de la population n'a jamais été uniforme, certains lieux sont propices

à l'installation humaine, d'autres y sont franchement hostiles. Ainsi, en 1500 après J.-C., l'Inde et la Chine comptabilisaient déjà, à elles deux, 50 % de la population mondiale.

À partir de la Renaissance, la vitesse de croissance du nombre d'habitants sur terre s'est accentuée. En 300 ans, la population a doublé pour atteindre le premier milliard d'individus peu après 1800, puis 2 milliards en 1925, 3 milliards en 1959 malgré des guerres d'une extension jamais atteinte dans l'histoire de l'humanité. Entre 1959 et 1988, nous sommes passés de 3 à 5 milliards, ensuite 12 ans plus tard, le 12 octobre 2000, l'ONU a décrété symboliquement que nous avions franchi le seuil des 6 milliards, à Sarajevo, en pleine guerre civile. Il n'a fallu que 11 ans de plus pour que nous gagnions 1 milliard supplémentaire, avec 7 milliards au 31 octobre 2011. Jamais la croissance de la population mondiale n'a atteint une telle ampleur en si peu de temps. Chaque jour à l'échelle de la planète, 400 000 personnes naissent pour environ 170 000 morts, ce qui laisse un bilan positif de 230 000 personnes.

Heureusement, le taux de croissance de la population humaine diminue, mais il multiplie de grands nombres. Nous serons donc 8 milliards en 2025 et si le taux de croissance continue à se réduire selon les prédictions de l'ONU, la population humaine devrait atteindre 9 milliards en 2043 et plafonner à 10 milliards en 2083<sup>1</sup>.

En réalité, ces prédictions pour 2043 sont des moyennes et varient entre une valeur basse de 7,791 milliards et une valeur haute bien plus effrayante de 10,750 milliards. Bien sûr, elles tiennent compte des facteurs prévisibles de mortalité, y compris de la pandémie du sida, de la malaria et de la possible recrudescence de certaines maladies. Elles se basent aussi sur la supposition d'une volonté des États et des collectivités d'appliquer des programmes de planification familiale visant à réduire le nombre de naissances. Il n'est pas exclu que ces prédictions soient surestimées ou, plus vraisemblablement, sous-estimées.

## Les supports de la croissance

Comment cette étonnante croissance de la population a-t-elle été possible? D'une part, elle est liée à la diminution des taux de mortalité grâce à l'adoption d'une meilleure hygiène de vie liée à une

---

1 <http://esa.un.org/wpp/>

meilleure éducation, mais aussi aux progrès de la médecine et de la pharmacologie. Les taux de mortalité infantile se sont ainsi considérablement réduits. D'autre part, le développement de l'agriculture a permis de soutenir la croissance démographique. Au cours des siècles, l'agriculture a connu de nombreuses transformations techniques qui ont amélioré les rendements. L'invention de la roue, de la charrue, la traction animale, l'apport de fertilisants ont accru la productivité et donc le nombre de personnes qu'il était possible de nourrir. Par la loi des nombres et par l'accumulation des savoirs, une partie du monde a en effet connu un développement technologique exceptionnel. Il a été permis grâce à une maîtrise de l'utilisation des énergies fossiles à bas prix qui a accru les possibilités. Il s'est accompagné d'une consommation des ressources disponibles de façon effrénée, bien que majoritairement par une frange seulement de la population.

Si l'on considère le passé récent, entre 1972 et 1998, la production mondiale d'aliments a quasiment doublé<sup>1</sup>. Cette augmentation a conduit à une surproduction de céréales, à un tel point que les prix ont chuté de plus de 40 % entre le début des années 1980 et le début des années 1990. Mais il est vrai que, dans le cas présent, on parle de surproduction par rapport à la capacité d'achat pour un prix fixé par le marché et non pas par rapport aux besoins ! Sur la même période, la superficie dévolue à l'agriculture a augmenté de 10 %. Elle s'était déjà multipliée par 4,7 entre 1700 et 1990 pour passer de 350 millions à 1 650 millions d'hectares, essentiellement pris sur la forêt ou, plus récemment, sur des zones plus sèches cultivées grâce à un apport d'eau. La superficie des zones irriguées s'est ainsi accrue de 70 % en 30 ans<sup>2, 3</sup>. Un facteur majeur de l'accroissement de la productivité agricole a été l'investissement énergétique, la mécanisation et parallèlement l'utilisation des engrais de synthèses. De 1961 à 1996, les agriculteurs ont appliqué en moyenne 7 fois plus d'azote et 3,5 fois plus de phosphate sur leurs terres. Dans les 40 dernières années, l'utilisation de fertilisants a augmenté de 700 %. Si cette augmentation de la production peut être considérée comme une réussite, elle s'est

---

1 World Bank, *World Development Indicators 2000*, Washington DC, 2000, <http://data.worldbank.org/sites/default/files/wdi-2012-ebook.pdf>.

2 J. A. Foley, R. DeFries, G. P. Asner, C. Barford, G. Bonan, S. R. Carpenter, F. S. Chapin, M. T. Coe, G. C. Daily, H. K. Gibbs, J. H. Helkowski, T. Holloway, E. A. Howard, C. J. Kucharik, C. Monfreda, J. A. Patz, I. C. Prentice, N. Ramankutty et P. K. Snyder, « Global Consequences of Land Use », *Science*, n° 309, 2005, p. 570-573.

3 Éric Lambin, *La Terre sur un fil*, Le Pommier, Paris, 2004.

aussi accompagnée d'une série d'effets négatifs sur l'environnement. Ainsi, la qualité des eaux s'est fortement dégradée dans les zones à agriculture intensive suite à l'apport des engrais. On considère aussi que 40 % des terres agricoles mondiales sont touchées par l'érosion, par une réduction de la fertilité ou par le surpâturage. La salinisation des sols toucherait à elle seule 1,5 millions d'hectares par an, correspondant à une perte nette de 11 milliards de dollars de productions agricoles<sup>1</sup>. Tous ces éléments hypothèquent les futures possibilités d'accroissement de la production alimentaire.

### **Les conséquences de la concentration des populations dans les villes**

L'être humain est par essence social. Il a tendance à se regrouper pour former des communautés. Cette concentration peut atteindre des extrêmes. Ainsi, 25 millions d'habitants vivent dans Mexico et son agglomération. Cette répartition hétérogène de la population humaine conditionne l'occupation de l'espace et la pression que l'on exerce sur l'environnement. Il est donc utile de comprendre les enjeux liés au développement urbain.

Les premières villes sont apparues il y a plus de 6 000 ans. Implantées dans des bassins fluviaux fertiles et bien adaptées à l'agriculture, certaines ne sont plus aujourd'hui que des buttes perdues dans les sables d'un désert.

#### **Grandeur perdue**

Carthage, aujourd'hui ville morte. Dans les restes de tes rues, on peine à imaginer l'activité d'une grande cité, les boutiques regorgeant de produits venant de tout le bassin méditerranéen, le bruit des forges, les odeurs des bourelriers, du marché aux poissons, des épices. Ruine aujourd'hui, hier tes pavés résonnaient du galop des chevaux et des cris des enfants. Des décisions politiques se prenaient dans le luxe de tes thermes et ta citadelle veillait sur ton destin que l'on aurait pu croire immuable. Ta splendeur nous fait encore rêver, elle est le fruit du travail de milliers d'humains qui nous ont précédés. Tes ruines font frémir parce que ton destin a été tragique et que c'est la guerre et la recherche de l'hégémonie qui ont provoqué ta fin.

---

1 J. A. Foley *et al.*, *op. cit.*

En réalité, être nombreux produit des avantages, par exemple pour se protéger contre d'autres humains ou pour effectuer des grands travaux pour améliorer son environnement. La concentration d'individus génère des propriétés nouvelles et permet la constitution de structures impensables à l'échelle de la tribu. C'est ainsi que des civilisations grandioses sont apparues, avec leurs moyens de communication, des systèmes d'irrigation ingénieux, des organisations politiques élaborées, de l'art, des monuments, de la musique, des connaissances scientifiques et médicales et une concentration du pouvoir dans la cité. Il nous en reste des témoins à couper le souffle : Babylone, Angkor, Pétra, Cusco et tant d'autres.

La transmission intergénérationnelle des savoirs est une de ces propriétés très particulières à notre espèce. Bien sûr, il y a des animaux, des primates notamment, qui sont capables de développer une forme de transmission des savoirs acquis, d'un individu vivant à un autre et donc aussi d'une génération à une autre, par exemple pour l'utilisation des outils, mais jamais à notre échelle. Les êtres humains sont en plus capables de décrypter des écritures de civilisations depuis longtemps disparues, même oubliées, et d'en retirer des connaissances. Cette capacité résulte de la complexité de notre cerveau mais aussi du fait que, biologiquement, un humain d'aujourd'hui est extrêmement semblable à un humain d'il y a 40 000 ans et que notre capacité d'appréhender l'environnement, de percevoir les informations, les sensations, de ressentir l'amour ou la haine est la même que celle de nos ancêtres de la grotte de Lascaux. Nous vibrons à la force dramatique du théâtre grec ou à l'épopée de Gilgamesh de la même façon que les contemporains de ces œuvres. Ce n'est pas anodin. Cela veut dire que la force du nombre qui nous permet d'envoyer des engins dans l'espace n'est pas basée uniquement sur les vivants d'aujourd'hui, mais aussi sur l'accumulation des connaissances de tous ceux qui, un jour, ont vécu. Tous ces êtres, morts ou vivants, quelles que soient leur culture, leur religion, leur fonction sociale, leur origine géographique, sont nos racines d'aujourd'hui. En d'autres termes, être nombreux est une force parce que cela permet de rassembler les créativité et de faire face à des situations nouvelles. C'est aussi une faiblesse si les ressources sont limitées.

## De la cité à la mégalopole

### Alger

L'étendue d'Alger apparaît du haut de la Casbah antique, d'une petite terrasse atteinte grâce à un raidillon d'escalier de bois dont on ne peut imaginer l'âge, noyée de soleil et encombrée de pots de plantes condimentaires. L'activité est partout, la population est jeune et, depuis la fin de la guerre civile, pleine d'espoir et d'attentes. Une véritable force semble sourdre du pays encore bien fragile. La vieille citadelle turque veille sur la ville. Alger, comme beaucoup de grandes villes, se couvre d'un nuage jaune sale, composé de sable venu du désert et de pollution. La métropole est saturée de circulation. Elle croît, déborde de partout, monuments de béton, de briques, d'asphalte qui occupent chaque pouce de terrain libre entre la Méditerranée et les escarpements de la baie, comme un amphithéâtre géant dont les marches de hauteurs inégales seraient les habitations emboîtées. La ville abrite une population jeune d'au moins 4,4 millions d'habitants déclarés, mais dans les faits, probablement plus.

En 1950, Tokyo et New York étaient les deux plus grandes villes du monde avec un peu plus de 11 et 12 millions d'habitants respectivement. En 2005, 17 villes au moins dépassaient les 11 millions d'habitants et Tokyo flirtait avec les 35 millions. En 2015, au moins 25 villes contiendront une population de plus de 10 millions d'habitants. Aujourd'hui, plus de 434 villes au monde font plus d'1 million d'habitants.

Selon le rapport de l'ONU<sup>1</sup> sur la population mondiale, en 2005, 3,2 milliards de personnes vivaient en ville et en 2030, on devrait atteindre 5 milliards, soit presque 61 % de la population du globe. L'actualisation des données réalisée en 2007 prévoit que les villes devront donc accueillir tant bien que mal 5 milliards de vivants en 2030 et 6,4 milliards d'habitants en 2050. La croissance des villes sera telle qu'elle absorbera la totalité de la croissance démographique plus environ 600 millions de ruraux migrants vers les villes<sup>2</sup>. Dans les pays les moins développés, l'urbanisation devrait continuer à s'accroître de 2,2 % par an d'ici 2030. C'est une donnée essentielle pour comprendre l'exploitation de la terre et pour pouvoir la gérer.

1 Nations Unies, Commission de la population et du développement, *Tendances démographiques à l'échelle mondiale*, Rapport du Secrétaire général, E/CN.9/2005/8, 2005.

2 <http://www.un.org/esa/population/publications/wup2007/2007wup.htm>.

La ville est attractive par la multiplicité des services et des opportunités d'emploi qu'elle offre. C'est une solution magnifique de concentration des facilités sur un espace relativement restreint et pour un grand nombre de personnes. Elle représente un lieu de socialité qui facilite l'éclosion des cultures, le développement des connaissances. Les écoles s'y installent ainsi que les universités, les hôpitaux, les théâtres, les musées, les centres de recherche, les organes de presse, les académies des Beaux-Arts, parallèlement aux pouvoirs politique, économique et judiciaire. Elle offre des opportunités nouvelles pour l'évolution des cultures et est une source permanente d'innovation.

Les villes idéales pourraient être des endroits magnifiques et conviviaux où l'utilisation de l'énergie serait maximisée, où les déchets seraient facilement valorisés et recyclés et où l'eau pourrait aisément être épurée. Pourtant, nos villes cumulent aussi un grand nombre de difficultés et sont peu préparées à leur croissance. La concentration d'êtres humains et d'activités extrêmement diverses génère des quantités gigantesques de déchets pour lesquels il n'y a pas de place sur le territoire urbain. L'épuration des eaux pose problème. Elle est rarement conçue de façon intégrée, voire est fréquemment inexistante. Même l'approvisionnement en eau potable n'est garanti que dans une fraction des villes du monde.

Dans les pays les plus pauvres, la ville offre un mirage de solution à une multitude d'habitants ruraux qui espèrent y trouver une amélioration de leur quotidien, de leur avenir et de ceux de leurs enfants. En pratique, cela fonctionne assez bien même si toutes les grandes villes, y compris celles des pays riches, comptent une population parfois abondante de laissés-pour-compte, de malheureux qui ne réaliseront jamais leurs rêves et qui pourtant se refusent à la quitter ou, plus prosaïquement, n'ont de toute façon nulle part ailleurs où aller. La ville semble peu consommatrice d'espace puisqu'elle permet à beaucoup de gens de vivre dans un lieu délimité. Pourtant, elle est exigeante pour son environnement car elle n'est pas autonome. En effet, une partie majeure de la nourriture et des biens de consommation est produite en dehors de la ville et requiert de l'espace. Il en va de même pour les ressources énergétiques que la ville consomme. Comme on l'a vu, l'agriculture a permis, il y a bien longtemps, la constitution des premières villes en libérant du temps pour d'autres activités que la simple recherche de nourriture. Les villes d'aujourd'hui,

par leurs besoins jamais assouvis, exercent sur l'agriculture une pression d'un genre nouveau et la modifient en profondeur.

Avec l'accroissement de leur taille, la structure des villes se modifie. Le centre devient une zone de services, de commerces ou, dans certains cas, cumule tellement les nuisances et la promiscuité qu'il devient un lieu de concentration des plus démunis. C'est étonnant comme dans beaucoup de villes, on retrouve les mêmes caractéristiques. Les plus pauvres côtoient les plus riches dans l'indifférence des derniers. Les endroits les plus sales et les conditions de vie les plus difficiles sont parfois à peine séparés de quelques kilomètres des palaces de luxe, des zones résidentielles huppées, des centres commerciaux et des hôtels quatre étoiles. À Durban, les hôtels en bord de plage sont protégés par des gardiens, des barbelés parfois et l'on décourage les touristes de se rendre en ville à pied. C'est trop dangereux, il y a trop de misère là-bas, surtout trop d'écart entre riches et pauvres. À Panama City, ce qui frappe est le contraste entre la ville moderne, riche, siège des banques, et le vieux centre qui date de l'époque espagnole où se regroupe la population démunie ; il est d'ailleurs déconseillé de s'y rendre pour le visiter tant les lieux sont peu sûrs.

Lorsque le centre est saturé ou délaissé, la banlieue croît, dévoreuse de bonnes terres agricoles qui au départ fournissaient les marchés locaux. Les routes y étendent leurs tentacules pour amener chaque matin des milliers de personnes sur leur lieu de travail, de loisir, d'éducation, puis les reconduire chaque soir.

Ainsi, les villes s'étalent. Entre 1954 et 1990, la surface des villes françaises a triplé alors que la population urbaine a seulement doublé<sup>1</sup>. La périurbanisation diffuse touche toutes les grandes villes du monde. Elle s'accompagne d'une modification des habitudes alimentaires de plus en plus tournées vers les produits d'origine animale<sup>2</sup>, mais aussi d'un accroissement de la consommation d'énergie par habitant. Il existe en effet une relation exponentielle inverse entre la consommation énergétique liée aux transports par habitant et la densité de population des villes<sup>3</sup>.

1 L'atlas environnement du monde diplomatique, octobre 2007.

2 A. J. van der Zijpp, « Animal food production: the perspective of human consumption, production, trade and disease control », *Livestock Production Science*, n° 59, 1999, 199-206.

3 P. Newman et J. Kenworthy, « Gasoline consumption and cities: a comparison of US cities with a global survey », *Journal of the American Planning Association*, n° 55, hiver 1989, p. 24-37.

En conséquence, chaque jour, pour la majorité de leurs activités en dehors de leur lieu d'habitation, les citadins doivent parcourir de l'espace, consommer de l'énergie, perdre du temps et de la qualité de vie dans les embouteillages, et génèrent des nuisances dont ils sont les premières victimes. En plus, le prix des logements et la recherche d'une certaine qualité de vie poussent une partie des personnes qui travaillent en ville à habiter en banlieue. Cette séparation entre lieu de travail et lieu de vie accroît la taille des villes par des banlieues parfois gigantesques et augmente considérablement la circulation automobile par des milliers de navetteurs.

Vivre en ville produit aussi une conséquence inattendue et sous-estimée dans les projets de développement. Les citadins qui ont passé toute leur vie en ville n'ont que très peu de contacts avec la nature et très peu d'idées sur la façon dont leur nourriture est produite. Les aliments consommés dans les villes prennent parfois un aspect tellement éloigné du naturel qu'ils semblent tout simplement issus de la technologie humaine. Les magasins des pays développés sont souvent remplis d'une telle abondance et d'une telle diversité de produits, y compris des cerises en hiver, que l'idée même que les ressources puissent être limitées et que ce choix puisse ne plus exister n'effleure plus les acheteurs. Pour la majorité des êtres humains au monde, la ville constitue ainsi l'essentiel de l'environnement. Leur perception de la nature n'y est conditionnée ni par le besoin de produire leur propre nourriture, ni par un contact permanent ou même occasionnel avec ce que l'on pourrait encore appeler la nature sauvage. Tous leurs besoins sont étanchés par les achats qu'ils font de produits plus ou moins transformés, plus ou moins emballés. En 2030, combien d'enfants seront-ils conscients de la façon dont le lait est produit, que les fraises ne poussent pas sur des arbres, que les céréales sont d'abord des plantes avant d'être des pétales sucrés dans des boîtes colorées et que le pain est fait de la même matière première que les biscuits? Se poseront-ils même la question de l'existence d'un monde en dehors de la ville, avec de l'espace sans maison, avec des arbres à perte de vue, avec des animaux sauvages? Ce monde extérieur existera-t-il, ou sera-t-il complètement soumis à l'assouvissement des besoins des villes? Comment convaincre un citoyen des villes, un homme politique, un décideur, un entrepreneur, un banquier de la limitation des ressources même renouvelables s'ils ne savent pas d'où viennent les fraises ou combien de temps est nécessaire pour permettre à une forêt de repousser,

comment les convaincre que les technologies n'apporteront pas des solutions à tout alors que leurs magasins regorgent de victuailles? Dans un monde tellement artificiel, où les besoins sont comblés si facilement quelle que soit la saison, il devient évident que la technologie est suffisante pour résoudre tous les problèmes et qu'il n'est pas nécessaire de prendre des décisions politiques contraignantes. Cette distance par rapport au monde naturel a ainsi de nombreuses implications sur toute politique de sensibilisation au caractère limité des ressources naturelles et plus généralement sur le fonctionnement des cycles naturels, la fragilité de l'environnement et la crise de la biodiversité. A contrario, la ville est un lieu privilégié pour la technologie et le sentiment rassurant qu'elle peut tout résoudre. Quoi de plus normal que des organismes génétiquement modifiés y soient considérés comme un élément de progrès au même titre que les édulcorants ou que les mouchoirs en papiers?

Malgré toutes ses contraintes, la ville donne ainsi une curieuse idée de sécurité et le sentiment que tout est possible.

### **Un marché dans une petite ville à l'Ouest de Tunis**

La lumière est vive, les gens sont souriants, parlent par petits groupes tout en étant affairés. Les légumes et les fruits débordent des étals. Les bouchers sont présents avec leurs bœufs dont les têtes coupées sont exposées pour authentifier la fraîcheur de la viande. L'abondance est là. La plupart des produits sont locaux, à part une partie des épices qui embaument les halles agitées. Ce marché ressemble à des milliers d'autres dans le monde, bien différents des grandes surfaces dont nous, Européens, sommes familiers et qui commencent à s'implanter dans le Sud, avec leurs produits aseptisés et préemballés en portions individuelles, dont on a beaucoup de difficultés à identifier l'origine. En fait, deux conceptions du monde s'affrontent. Celle de la convivialité, de la satisfaction des besoins et de la recherche de qualité et celle de la productivité et de la recherche du profit dématérialisé du service rendu. Dans le premier cas, le client est considéré comme un partenaire et il est respecté parce que, par son achat, il valorise le travail du commerçant et de l'artisan. Du côté de la recherche du profit, le client est considéré avant tout comme un générateur de bénéfices dont il faut arracher le maximum par des techniques élaborées de marketing. Il n'est plus considéré pour lui-même, comme ne l'est pas non plus le producteur de biens, auquel la grande distribution achète le produit du travail au prix le plus bas possible pour s'assurer de la

marge bénéficiaire la plus importante possible. Le producteur n'est plus valorisé pour la qualité de son produit par celui qui l'achète et qui l'apprécie. C'est le distributeur qui essaye de convaincre l'acheteur par la publicité. Ni le consommateur final ni le producteur ne retrouvent là leur intérêt.

Le marketing poussé à son extrême déshumanise la relation entre ces deux acteurs essentiels qui, plutôt qu'être des associés, deviennent des rivaux. La publicité donne une image tronquée du produit, orientée sur le plaisir, le pouvoir ou l'apparence en niant les aspirations réelles de l'humain. En plus, elle peut correspondre jusqu'à 40 % du prix du produit, prix que paie, bien entendu, le consommateur final. Le système est tellement abouti qu'il paraît maintenant normal que l'acheteur paie la publicité qui l'incite à acheter. Il paie même la publicité qui ne le concerne pas, au travers des médias qui lui imposent en permanence l'impérieuse nécessité d'acheter comme chemin vers le bonheur et cela, de nombreuses fois chaque jour. La publicité est une forme de parasitisme qui se nourrit du système et qui s'entretient elle-même via la concurrence entre les marques. La qualité du produit et la confiance que l'on a dans le producteur n'ont plus d'importance, c'est l'intensité du matraquage publicitaire qui l'emporte. Il serait urgent de taxer les produits pas uniquement sur leurs coûts environnementaux mais aussi sur l'importance de la publicité utilisée pour les vendre. Cela permettrait de rétablir un peu les équilibres et de remettre de l'argent dans la sphère publique.

Curieusement, par rapport aux marchés tunisiens, dans nos grandes surfaces européennes, on ne ressent pas une telle impression d'abondance même lorsqu'elle y est bien supérieure. Les produits frais n'y occupent qu'une petite fraction de l'ensemble des rayons et sont tous soigneusement emballés, comme si nous craignons le contact avec la matière des choses, avec la nature. Même les salades bio sont emballées individuellement dans du plastique. On se trouve face à des contrastes étourdissants quand on se rend compte de la taille des rayons des produits destinés à la nourriture pour animaux domestiques, de plus en plus souvent en portions individuelles par repas, alors que des millions de personnes n'arrivent pas à obtenir leur dose quotidienne indispensable de protéines. Le volume des emballages dans nos caddies est presque identique au volume des produits qu'ils contiennent et ces emballages finissent dans nos poubelles. En plus, nous faisons nos courses rapidement, seuls, sans contact avec les producteurs, détachés du monde réel. Il est possible maintenant de se passer des caissières en «scannant» soi-même ses propres achats. Il est même devenu normal de faire

ses achats d'alimentation sur Internet et de se faire livrer à domicile. Est-ce la solution du futur ? La seule façon de nourrir 9 milliards d'êtres humains est-elle la généralisation de cet unique modèle dominé par quelques multinationales de la distribution, ou bien, d'autres modèles sont-ils encore possibles plus proches de nous, décentralisés, moins impersonnels ?

Si les formes d'urbanisation partagent des points communs, il y a ville et ville. À Ngaoundéré, ville du Nord Cameroun, l'agitation est la règle ! Le long des pistes de terre ou des quelques routes d'asphalte éventrées, les voitures dévalent, simplement moins nombreuses que dans les grandes villes du Nord. Il s'agit de modèles plus anciens, cabossés dont on ne veut plus en Occident et qui sont revendus à prix fort en Afrique. Il n'y a pas de petit profit ! La sécurité y est minimale, les ceintures ont depuis longtemps disparu et les taxis se remplissent de six ou sept personnes entassées à destinations diverses pour réduire les coûts. Les motos sont omniprésentes, elles servent aussi de taxis et transportent des montagnes d'objets hétéroclites. Ici, on vit comme on peut ! On se débrouille. Pour beaucoup, l'unique moyen de transport, c'est la marche. Le campus universitaire est distant de quelques kilomètres de la ville. Il fait chaud et la route est vallonnée. Des amas de cabanes de terre et de tôles s'agrègent par endroits, des échoppes y fleurissent. Les gens sourient, parlent, gesticulent. Qui vend des mangues, installé à même le sol, qui de la viande de zébu exposée au soleil sur des étals de fortune ou encore des légumes, des champignons récoltés dans la savane, des bouts de bois pour la cuisson. On y trouve tout ce qu'il faut, à condition d'avoir un peu d'argent.

Autre contraste : les larges avenues de Memphis, Tennessee, dépourvues de chaleur humaine, sont vides de piétons ! Et pour cause, il n'y a rien à y voir, pas de magasin, pas de vitrine, pas de vie, juste de grosses voitures, des limousines, des 4 × 4, mais personne à qui adresser la parole. Memphis City compte 640 000 habitants. La population du centre a diminué de 3,3 % depuis 1990, alors que la population globale de la communauté urbaine a augmenté de 26 %, indiquant une faible attractivité du centre-ville au profit des banlieues et la transformation du tissu urbain pour faire une large place aux bureaux. Les commerces sont regroupés dans de grands *shopping malls*, extérieurs à la ville et joignables uniquement en voiture. Étalement urbain ! Toutes les villes se ressemblent, elles sont toutes différentes.

Bangkok est une ville qui grouille de monde. Avec ses 7,2 millions d'habitants, elle n'est pourtant que 27<sup>e</sup> au classement des mégalo-poles. L'air est âcre des émanations des milliers de mobylettes pétaradantes qui slaloment dans les files compactes de pick-ups et de voitures. Sur les trottoirs, il faut se frayer un chemin entre les petites échoppes où cuisent une multitude d'aliments sur des brasiers posés à même le sol et une foule fluide de gens qui parlent, qui font des affaires, qui mangent, qui déambulent. Bangkok est aussi l'une des villes les plus menacées par l'augmentation du niveau des mers et elle a subi en 2011 des inondations catastrophiques qui conduisent à échafauder des plans pour la réaménager, voire la déménager ailleurs. Pour un occidental, les grandes villes asiatiques sont un autre univers, colorées, bruyantes, toujours actives. Chacune a ses particularités. À Kyoto, des agents en gants blancs poussent fort civilement les passagers dans les voitures du métro pour y mettre un maximum de monde. Condition indispensable pour assurer le déplacement de centaines de milliers de navetteurs tous les jours.

La gestion de la concentration des populations dans les villes pose donc de nombreux défis pour optimiser l'utilisation des ressources, réduire le gaspillage, la pauvreté et leurs impacts sur l'environnement. La question est justement de savoir comment se prennent les décisions, par qui, dans quel but? Quelle maîtrise avons-nous sur les décisions qui concernent notre avenir? Sont-elles prises au service de la communauté ou sont-elles le résultat de compromis plus ou moins efficaces entre une multiplicité d'intérêts divergents?

*Deuxième partie*  
DIX VOIES POUR UN AVENIR

## INTRODUCTION

Dans la première partie, nous avons pu identifier les causes qui nous ont amenés à la situation actuelle de mégacrise planétaire et leurs conséquences sur la surexploitation de la planète. Nous avons vu à quel point les grands enjeux auxquels nous devons faire face à brève échéance sont étroitement imbriqués. La croissance de la population mondiale crée en permanence de nouveaux besoins. Le système économique dominant conduit en plus à une surexploitation des ressources et à un gaspillage ahurissant qui sont les bases mêmes de son fonctionnement. Il crée également une répartition inégale des richesses, des tensions et des écarts croissants entre le Nord et le Sud, entre riches et pauvres. Sous l'impulsion de ce mode dominant de développement, l'agriculture s'est transformée pour répondre à des impératifs économiques découplés des vrais besoins. Elle est devenue très consommatrice en énergie, est responsable d'une partie de la dégradation de l'environnement et de la qualité des sols et ne pourra pas de cette façon nourrir l'humanité à terme. Les changements climatiques sont clairement le symptôme de notre consommation effrénée de ressources énergétiques fossiles et ont à leur tour un impact sur notre qualité de vie, sur l'agriculture, sur les pertes de biodiversité et sur l'accroissement des événements catastrophiques. La qualité de notre environnement naturel se réduit dangereusement, laissant peu de marge à une utilisation durable pour les générations futures. Proposer des solutions n'est donc pas quelque chose de facile et il n'est pas possible de faire simplement la liste des problèmes et à chaque problème d'y opposer une solution tant ils sont entremêlés. En conséquence, dans cette seconde partie, l'objectif est de proposer des voies d'avenir qui sont explorables et vers lesquelles il est urgent de se diriger, sachant que si nous ne faisons rien, les 30 prochaines années risquent fort de voir s'amplifier les conflits

mondiaux pour les ressources, la dualisation croissante entre riches et pauvres, une baisse rapide de notre qualité de vie et de nos acquis sociaux et un effondrement des écosystèmes naturels. Les voies proposées apportent chacune un ensemble de solutions complémentaires et c'est l'addition de l'ensemble de ces voies qui donnera une chance de réduire l'intensité du problème.

Pour cela, nous pouvons devenir acteur de notre avenir et de celui de nos enfants. Il est possible d'agir à plusieurs niveaux. Tout d'abord, individuellement, par des modifications de nos comportements, de notre façon de consommer et de nos priorités, mais aussi en tant qu'individus agissant collectivement au sein de groupes de pression, par l'activité politique et les choix économiques. Les modifications de nos habitudes individuelles n'auront une utilité que si elles s'inscrivent dans un mouvement beaucoup plus vaste qui implique une subordination du système économique au service de la communauté. Les questions auxquelles il faut répondre sont les suivantes : comment nourrir 9 milliards de personnes, leur donner un accès à l'eau potable, leur assurer un minimum de bien-être et des conditions d'épanouissement satisfaisantes tout en préservant les ressources et la qualité de l'environnement, la biodiversité pour les générations futures ? Les réponses passent par une refonte profonde de notre système économique, par l'aplanissement des inégalités entre pauvres et riches, entre Nord et Sud, par une réduction de notre consommation d'énergies fossiles, par une réappropriation du contrôle démocratique sur le monde financier, par un changement de notre rapport à la nature et par une revalorisation de la notion de service à la communauté. Nous allons aborder ces différents points, mais avant toute chose, il nous faut modifier en profondeur le sens des valeurs et redéfinir la notion de profit. En effet, la recherche d'un accroissement du profit est une idéologie dominante de notre monde occidental et elle est considérée comme une activité normale et légitime qui, au nom de la liberté individuelle, ne peut subir de limitation. Or, il existe effectivement un conflit entre une recherche perpétuelle de l'accroissement du profit et les besoins de la collectivité. Il est utopique de penser que cette recherche du profit qui ne pourrait être limitée au nom des libertés individuelles puisse permettre de rencontrer les besoins de la société. C'est pourtant le fondement de l'idéologie capitaliste.

Première voie

## REDIRIGER LE PROFIT AU SERVICE DE LA COLLECTIVITÉ

Le système économique actuel est générateur d'inégalités, d'instabilités politiques, de conflits entre les types de pouvoir et de surexploitation de la planète. Nous en avons identifié un des principaux moteurs : le profit monétaire et la recherche d'un accroissement perpétuel de ce profit. Ce concept de profit résulte d'une évolution du système économique et est actuellement la force qui le dirige. Trouver des solutions tenables à long terme demande donc de changer radicalement le paradigme de base de l'économie, à savoir déplacer le primat de la réalisation de profits et de l'accumulation de richesses individuelles vers une économie des possibilités de réalisation de l'être humain en accord avec les possibilités qu'offre la terre. Le profit ne doit plus se mesurer en quantité de bénéfices monétaires que fait une personne ou un groupe de personnes grâce à une activité particulière indépendamment du contexte général. Le profit doit se redéfinir comme la contribution de cette activité à la réalisation d'un besoin réel, à l'accroissement du bien-être ou à la construction de la société sans hypothéquer tout développement futur et sans affecter une catégorie de personnes présentes ou à venir. Le but d'une activité ne peut plus être de générer des profits plantureux pour un nombre très limité de personnes, car nous savons que ces profits représentent des coûts pour l'écrasante majorité et une diminution de leur qualité de vie. Le développement économique doit se faire au bénéfice de la collectivité. Par le concept de collectivité dans notre monde limité, on entend l'ensemble de la population humaine. L'objectif à atteindre est de diminuer les inégalités et d'offrir des conditions de vie satisfaisantes pour tous.

## Définir le profit en relation avec ses apports positifs pour la collectivité

Modifier le concept de profit revient à valoriser les activités en fonction de leurs apports positifs pour l'humain et pour le monde naturel dont il dépend et dont il fait partie. Prenons un exemple. Un agriculteur biologique devrait être mieux rémunéré qu'un gros entrepreneur agricole pratiquant une agriculture intensive et coûteuse en énergie. Nous avons vu que le profit actuel de l'entrepreneur agricole est possible parce que la collectivité prend en charge un ensemble de coûts sociaux et environnementaux résultant de son activité. De plus, les structures publiques subsidient ce type d'agriculture pour lui permettre de vendre ses produits à très bas prix à l'industrie agroalimentaire. Cette industrie dégage ainsi une importante marge bénéficiaire aux dépens du consommateur final qui paie aussi bien les subventions par ses impôts que les produits qu'il achète. Par contre, l'agriculteur biologique produit son kilo de céréales à un prix plus élevé parce qu'il évite de reporter ses coûts sociaux et environnementaux sur la société. Il ne peut le faire qu'en produisant moins à l'hectare et en augmentant son recours à la main-d'œuvre. De cette façon, il a un deuxième effet positif sur la société en donnant du pouvoir d'achat à un ouvrier alors que notre gros entrepreneur a réduit au maximum la main-d'œuvre qu'il employait par hectare exploité. Rationnellement, il faudrait donc pouvoir valoriser le travail de l'agriculteur biologique sous forme d'un service rendu et reconnu à la société et pénaliser l'entrepreneur agricole en lui faisant payer les vrais coûts de son activité. Or, actuellement, c'est l'inverse qui se produit puisque le profit maximal est du côté de l'entrepreneur. Mais la chaîne des possibles ne s'arrête pas là. L'agriculteur biologique vend en circuit court<sup>1</sup>, parfois directement sur le lieu de la ferme, et transforme lui-même une partie de sa production. L'agriculture industrielle vend ses produits à bas prix à des intermédiaires qui les stockent et les transforment et spéculent sur le prix en fonction de la demande d'acteurs ayant une grande capacité d'achat jusqu'au distributeur final. Chaque intermédiaire prélève sa marge bénéficiaire, quelle que soit son utilité réelle. Cette somme de

---

1 Malheureusement, de plus en plus, les produits de l'agriculture biologique sont vendus en grandes surfaces et subissent un suremballage et des coûts de transport faramineux. Ils deviennent des aliments de luxe destinés à une catégorie aisée de la société qui veille essentiellement à sa santé.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b>		5
<b>Introduction</b>		9
<b>Première partie</b>	<b>Un état alarmant de la planète</b>	13
<b>I</b>	L'enjeu démographique	15
<b>II</b>	Gestion du bien commun et profit individuel	29
<b>III</b>	La croissance peut-elle être illimitée ?	39
<b>IV</b>	Dérégulation du système financier et échec du paradigme capitaliste	55
<b>V</b>	Les besoins de l'humanité	61
<b>VI</b>	Les déséquilibres Nord-Sud : facteurs d'instabilité	77
<b>VII</b>	Climat et rapidité des changements	83
<b>VIII</b>	Biodiversité : enjeu mondial ou poudre aux yeux ?	89
<b>Deuxième partie</b>	<b>Dix voies pour un avenir</b>	99
<b>Introduction</b>		101
<b>Première voie</b>	Rediriger le profit au service de la collectivité	103
<b>Deuxième voie</b>	Une réappropriation démocratique du pouvoir économique et financier	111
<b>Troisième voie</b>	Mettre en place une gouvernance démocratique mondiale	115
<b>Quatrième voie</b>	Concilier agriculture, environnement, politique des prix, justice et croissance des populations	119

<b>Cinquième voie</b>	Rééquilibrer les différences de richesses entre le Nord et le Sud	127
<b>Sixième voie</b>	Enrayer l'érosion de la biodiversité	133
<b>Septième voie</b>	Économiser les ressources	141
<b>Huitième voie</b>	Concevoir des villes pour vivre	153
<b>Neuvième voie</b>	Éduquer à une vie solidaire et intégrée aux réalités de la planète	161
<b>Dixième voie</b>	Agir chacun à son niveau	167
<b>En conclusion</b>	Trente ans pour réussir : agir tout de suite!	175
<b>Remerciements</b>		179